

CHARLIE HEBDO

ou la société malade de son verbe

L'effervescence médiatique est retombée. Mais les attentats de Paris n'en finissent pas de mettre en question nos modes de pensée et même notre langage. Docteur en rhétorique et chargé de recherches à l'Université libre de Bruxelles, Loïc Nicolas diagnostique les maux des mots.

7 janvier 2015, attentat à Paris: douze morts. C'était il y a maintenant trois mois. Trois mois durant lesquels les manifestations de solidarité, les témoignages de soutien et d'indignation, les condamnations se sont succédé — pour devenir, avec le temps, bien plus rares. Trois mois qui ont vu défilé tous les *Charlie* du monde; tous les chantres de la liberté d'expression; tous les défenseurs du droit à la caricature et au blasphème.

Cela fait trois mois, également, que les conspirationnistes (de gauche comme de droite) se régalaient du flou et des failles (réelles ou fictives) de l'histoire «officielle». Trois mois que ces derniers font leurs choux gras de ces coïncidences, à leurs yeux, forcément trompeuses. «Les terroristes de *Charlie Hebdo* ont changé de véhicule devant un local utilisé par l'armée israélienne» titrait ce 31 janvier le site «anti-système» et notoirement antisémite www.panamza.com pour confirmer une évidence censée crever les yeux de tous les lucides. Trois mois pendant lesquels le malaise (face aux amalgames possibles; face à la fragilité de la concorde sociale; face à nos propres ambiguïtés; face à la liberté d'expression elle-même) n'a fait que croître.

Voilà trois mois qu'on tente d'escamoter ce malaise en ressassant les mêmes explications (effrayantes mais confortables) sans essayer d'aller plus loin: crise économique, échec du modèle français d'intégration, islamisation du monde carcéral, négligences des services de renseignement... Trois mois qu'on se contente des vieilles rengaines sans prendre, enfin, le risque de la nouveauté. Trois mois qu'on se refuse à reconnaître que nous sommes désarmés, sans outils et bien souvent sans voix face à l'ampleur de l'événement; face aux implications qu'il porte; face aux tragédies à venir.

JEUNESSE EN DÉSHÉRENCE

Bien sûr, les défis évoqués plus hauts — ceux du chômage, de l'intégration, de la précarité, de la montée de l'islamisme radical, de la place du fait religieux dans la société, etc. — sont bien réels. Il ne s'agit pas d'en douter, ni de nier l'existence d'une synergie de facteurs susceptibles de conduire à des comportements extrêmes (Bronner, 2009). Une part non négligeable de la jeunesse est en déshérence et en déroute, comme le sont aussi les valeurs de la modernité. De cette détresse, les intégrismes et les obscurantismes de tout poil savent habilement faire leur miel.

Il nous appartient pourtant de dépasser les limites du plus proche horizon et d'affronter cet événement comme le signe, le témoignage d'une crise plus profonde. Laquelle, de beaucoup, dépasse l'islam et le strict enjeu de la liberté d'expression — du moins lorsqu'on réduit celle-ci à l'état de slogan ou d'étiquette. Une prise de conscience s'impose. L'urgence est là. Nous ne saurions, une fois de plus, manquer l'un des aspects cruciaux du problème, à savoir, notre rapport aux mots et au discours. Mots qui tuent; qui poussent au crime. Mots qui appellent une réparation autre que verbale. Mots qui blessent les oreilles. Mots qu'on aimerait évincer à jamais.

Le fait qu'il s'agisse, en l'occurrence, de dessins ne change rien à l'affaire: en tant qu'arguments graphiques, eux aussi forment une critique; dénoncent un état ou une vision

du monde. Cela dit, je comprends que cette invitation à porter attention aux mots et au poids qu'on leur donne puisse sembler dérisoire. Dérisoire face aux filières du jihad. Dérisoire face au sang versé, face aux dangers qui grondent, face à l'indéniable délitement du lien social. Mais les apparences, parfois, sont trompeuses.

UNE TERREUR SANS CONSÉQUENCES

L'intention de cet article n'est nullement d'occulter les autres combats, mais d'élargir nos vues en interrogeant la terreur — le plus souvent inconsciente ou inavouée — que les mots nous inspirent. Une terreur qui ne va pas sans conséquences funestes. Car, disons-le, notre société est malade de ses mots; malade de son incapacité à les assumer; malade de ne savoir y répondre. Aussi nous faut-il développer de nouveaux outils pour ne pas laisser les démocrates, citoyens et futurs citoyens, sans armes ni sans voix; livrés à la peur, à la haine et à la

guration mentale, les mots et les discours ne servent pas (ou pas seulement) à décrire, dire, expliquer le monde, mais à le concrétiser physiquement. Le discours et le monde, plaqués l'un sur l'autre, se confondent alors tout à fait. Nommer, c'est convoquer à l'existence. Quoiqu'archaïque, cette conception, propre aux mages et aux guérisseurs de jadis, n'est pas absolument irrationnelle. Et tant qu'elle est vécue en conscience et de façon responsable, il n'y a pas lieu de souhaiter son éradication. En fait, la croyance en une «magie des mots» représente un premier niveau de rationalité que d'autres conceptions du langage sont progressivement venues compléter lors du long processus de sécularisation de la parole. Ces conceptions, plus souples, plus praticables, plus contrôlables, offrant une plus grande prise à la réflexivité donc à la critique, ont fait du langage un espace symbolique d'élaboration des conventions sociales, autant qu'un lieu de production d'arguments et de justifications contradictoires.

la reçoivent, en agression physique. Elle appelle une réaction spécifique capable de réparer ce qu'on estime avoir vécu de façon non-symbolique, c'est-à-dire en un monde qui n'est pas (ou plus) celui du verbe. Le sang peut alors potentiellement couler. Pis, ceux qui agissent de la sorte se sentent légitimes dans leur geste: «Le prophète a été vengé!»

LA VIOLENCE SE NOURRIT DE LA VIOLENCE

Malgré tout, une telle conception magique du verbe, et quoique les conséquences en soient moins tragiques, n'est pas l'apanage des seuls terroristes. Par suite, que la grande majorité des musulmans de France et d'Europe soient prêts à condamner l'acte lui-même, les méthodes employées, la mort de plusieurs personnes, ne fait guère de doute.

Certains l'ont d'ailleurs fait publiquement, dénonçant l'extrémisme, la barbarie, et rappelant que l'islam ne soutient pas la violence. Il n'empêche, par-delà la condamnation des



exemple, que si «le crime est odieux», il faut admettre qu'insulter ce qui est le plus intime à des millions de croyants est une agression inutile et source de violences. [...] La violence se nourrit de la violence». Les «atteintes» au prophète, d'une part, la violence réelle que ces «atteintes» suscitent, d'autre part, se voient condamnées en un seul geste, comme s'il s'agissait d'actes de même nature, en d'autres termes, d'une commune atteinte à l'intégrité physique des personnes. En somme, les propos tenus, les dessins publiés appelleraient une réparation (pas forcément tout de suite, et pas forcément la mort, bien sûr) capable de panser les blessures et les plaies censées se faire jour dans le monde sensible. «Ils ne méritaient pas la mort mais ils méritaient quand même d'être punis parce que ça ne se fait pas ce qu'ils ont fait» assure, pour sa part, un jeune élève lors d'un débat organisé sur *Charlie Hebdo* et la liberté d'expression dans une classe de 3e d'un collège de Seine-et-Marne.

«DIRE», CE N'EST PAS «ÊTRE»

De plus, et bien que cela puisse nous embarrasser, il faut reconnaître que le fait de poursuivre en justice et, plus encore, de condamner à des peines de prison (parfois ferme) des individus parce qu'ils se déclarent en faveur des terroristes ou admiratifs de leur geste, procède d'une démarche similaire; d'une même conception magique du langage. Le seul fait de proclamer «Je suis Kouachi» ne convertit personne en terroriste, ni en meurtrier. Personne n'est vraiment Kouachi (de même, personne n'est vraiment Charlie) en se proclamant tel.

Dans le cas présent, dire ce n'est pas être; dire ce n'est pas faire. Le simple prononcé des mots ne crée aucune réalité nouvelle dans

l'ordre du sensible. Ne nous laissons pas abuser par nos métaphores ordinaires: les mots, aussi cruels et violents soient-ils, ne blessent ou ne tuent jamais que symboliquement. Précisons de suite: ce ne sont pas les mots qui, par eux-mêmes, tuent, mais ceux qui prétendent voir dans les mots une occasion, un prétexte ou une justification à leurs crimes. Ne nous trompons pas dans l'attribution des responsabilités. Ne sombrons pas non plus dans l'illusion romantique d'une pureté perdue du langage. Les mots ne sont pas plus purs que ceux qui les prononcent. Ils ne l'ont jamais été. Ceci dit, ils ne le sont pas moins pour autant.

Dès lors, acceptons que ces mots-là puissent être utilisés pour promouvoir et défendre des idées qui nous sont insupportables et qui heurtent notre sensibilité, nos principes, nos valeurs. Acceptons-le, dans la mesure où l'offense n'est pas un préjudice et ne saurait être couverte par le principe de non-nuisance. Sans victime, elle n'appelle qu'une réponse: celle des mots, non pas celle du droit (Ogien, 2007). C'est pourquoi la démocratie a toujours quelque chose à perdre (sa grandeur, sa vitalité, sa crédibilité) en choisissant la voie de la censure; en se présentant à ses adversaires, Dieuonné et les autres, sans voix (sinon celle de l'institution judiciaire) et sans arguments opposables; en criminalisant les mots et ceux qui les portent. Une telle attitude relève, là encore, du magique.

Peu ou prou, en prohibant certaines paroles, en interdisant l'expression publique de certains discours sous peine de sanctions, on croit pouvoir effacer (comme par enchantement) les idées et les pensées à l'intérieur desquelles ces discours prennent corps. Le discours se rabat sur le monde: ce qui n'est pas dit, tout simplement, n'existe pas.

Cette criminalisation des mots part, à l'évidence, d'une intention louable. J'en conviens. Le but recherché est de défendre les citoyens et futurs citoyens contre toutes sortes d'idées nauséabondes; de les protéger contre eux-mêmes, contre leurs mauvais choix, contre le chant des sirènes et la tentation qu'ils pourraient nourrir d'adhérer à ces idées-là. Mais qu'est-ce à dire concrètement? Que les individus ne sont pas assez libres ni assez mûrs politiquement pour fonder leurs opinions ni pour se diriger en conscience dans le monde forcément incertain des affaires humaines? A-t-on perdu, à ce point, confiance en l'homme et dans ses capacités à argumenter ses choix et décisions? Ne voit-on pas aussi qu'en voulant protéger on ne fait qu'affaiblir (Taleb, 2013 [2012])?

LE GRAND DRAME DES DÉMOCRATIES

Reconnaissons qu'il s'agit là du grand drame des démocraties européennes en général et de la démocratie française en particulier. Un drame né dans la crainte des risques que représentent les mots — des risques qu'on ne veut pas (ou plus) prendre. Un drame né du refus de transmettre à tous, par l'éducation, les outils puissants de l'argumentation et de la rhétorique. Des outils dont chacun doit pouvoir disposer en conscience pour se défendre et accuser; pour s'engager ou pour refuser l'engagement; pour mettre en danger sa propre vision du monde; pour ne pas rester sans autre voix que celle de la violence.

Faute de maîtriser ces outils, faute d'en avoir l'expérience, faute de saisir leur efficacité en démocratie, la parole ne se pratique plus qu'au petit bonheur la chance, sans nulle méthode, et surtout sans conscience. La magie, de nouveau, peut imposer sa loi. Je ne nie pas

que les mots aient leur efficace. Les discours prennent aux tripes; ils emportent; ils transpercent. Mieux, ils mettent en mouvement; excitent les passions de ceux qui écoutent. Pourtant, l'homme engagé n'abolit pas sa liberté politique, sa liberté tout court, dans les passions éventuellement très vives et sans doute, parfois, violentes que le discours excite. Ce serait trop simple. L'adhésion que l'on donne ou dont on témoigne n'est pas un vain mot. Elle signale l'engagement et l'efféctuation d'un choix. Elle manifeste la faculté que nous avons de nous déterminer, mais aussi de donner du sens à cette détermination — malgré les dangers que cela comporte et peut-être même, grâce à eux.

Bien sûr, comme l'écrivait le philosophe belge Chaim Perelman, «il est plus souvent facile d'obéir que de se décider soi-même. Il est aussi plus souvent facile de combattre un adversaire que de le convaincre, car il n'est pas du tout certain que l'on [y parviendra]» (Perelman, 2009 [1949]: 146). Malgré tout, s'engager sans outils et sans connaissance de l'art, c'est livrer un combat perdu d'avance ou, du moins, abandonner celui-ci au hasard et à la bonne fortune. Perelman le savait. Il savait également les arts du verbe (art de parler, art de plaider, art de trancher, art de combattre par les mots) affaire de tous les citoyens, bien plus que celle des experts autoproclamés (les communicants à deux sous) et des spécialistes de la langue. Faisons en sorte de retrouver le chemin des mots et des arguments. Ré-apprenons, ainsi, à écouter la voix de notre conscience. C'est ici la responsabilité de nos démocraties et l'un des enjeux cruciaux de l'École de demain.

LOÏC NICOLAS

CHARGÉ DE RECHERCHE DU F.R.S.—FNRS
UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES
[HTTP://GRAL.ULB.AC.BE](http://gral.ulb.ac.be)

Bibliographie et liens:

- Bronner Gérard, *La pensée extrême. Comment des hommes ordinaires deviennent des fanatiques*, Paris, Denoël, 2009.
- Danblon Emmanuelle, *Argumenter en démocratie*, Bruxelles, Éd. Labor, coll. «Quartier Libre», 2004.
- Meaudre Yves, «Pourquoi nous ne sommes pas Charlie», 14 janvier 2015, <http://www.libertepolitique.com/Actualite/Decryptage/Pourquoi-nous-ne-sommes-pas-Charlie>.
- Ogien Ruven, *La liberté d'expression. Le sexe, l'art et la morale*, Paris, Éd. La Musardine, coll. «L'attrape-corps», 2007.
- Ogien Ruven, *L'éthique aujourd'hui. Maximalistes et minimalistes*, Paris, Gallimard, coll. «Folio – Essais», 2007.
- Perelman Chaim, «Le libre examen hier et aujourd'hui» [1949], dans *Modernité du libre examen*. Textes de Chaim Perelman et Jean Steegers, Éd. de l'Université de Bruxelles, coll. «UBire», 2009, p. 137-147.
- Taleb Nassim Nicholas, *Antifragile. Les bienfaits du désordre*, trad. Lucien d'Azay et Christine Rimoldy, Paris, Les Belles Lettres, 2013 [2012].
- «Les terroristes de *Charlie Hebdo* ont changé de véhicule devant un local utilisé par l'armée israélienne», 31 janvier 2015, <http://www.panamza.com/310115-charlie-israel-patistory>.
- Courte vidéo d'un débat sur *Charlie Hebdo* mené dans un collège de Seine-et-Marne, mise en ligne le 18 janvier 2015, <http://videos.dl.fr/info/2015/debat-a-l-ecole-sur-charlie-hebdo-ils-ne-meritaient-pas-la-mort-8548975.html>.